

Arrêté N°DDT 2024- 175

Portant autorisation de pêches électriques à des fins scientifiques pour la Sarl RIVE
11, quai Danton – 37500 Chinon

Le préfet du Cher
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le titre III du livre du Code de l'Environnement, notamment les articles L.436-9; R.432-5 à R. 432-11;
 - Vu** le décret n°77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de la loi n°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature;
 - Vu** la circulaire PN-SPH n°89/626 du 20 février 1989 modifiées par le décret 94-40 du 7 janvier 1944;
 - Vu** la demande formulée le 3 avril 2024 par François COLAS, hydrobiologiste pour la Sarl RIVE.
 - Vu** l'avis favorable du service départemental du Cher de l'Office Français de la Biodiversité (OFB) du 8 avril 2024;
 - Vu** l'absence d'avis de la fédération du Cher pour la pêche et la protection du milieu aquatique;
 - Vu** l'avis favorable de l'association agréée des pêcheurs professionnels en eau douce du Bassin Loire-Bretagne en date du 8 avril 2024;
 - Vu** l'arrêté préfectoral n°2024-0511 du 10 avril 2024 accordant délégation de signature à monsieur Eric DALUZ, directeur départemental et à certains agents de la direction départementale des territoires du Cher;
- Sur proposition du directeur départemental des territoires du Cher;

ARRETE:

Article 1er:

La Sarl RIVE – 11, quai Danton – 37500 Chinon, mandatée par le Syndicat Intercommunal de la Vallée de l'Yèvre, est autorisée à pratiquer des captures de poissons à l'électricité à des fins scientifiques sur les communes de Rians, Saint-Palais et Neuvy-sur Barangeon.

Lieux et cours d'eau prospectés :

		Limite	Amont
Communes	Cours d'eau concerné	X	Y
Saint-Palais	Le Saint Palais	655811	6681364
Rians	L'Ouatier	669651	6676029
Neuvy-sur-Barangeon	Le Barangeon	643894	6690681

Article 2 : Responsable de l'opération

Est désigné en tant que responsable de l'exécution matérielle des opérations :

- M. François COLAS – hydrobiologiste

Article 3 : Techniciens responsables de l'exécution matérielle de l'opération

Les personnes susceptibles de participer aux différentes opérations avec le responsable sont les suivantes :

- ROSCIO Lorène	MORIETTE Pierre Alain
- MINGOTAUD Mattéo	VELASQUEZ Christine
- MESNIER Pierre	DEBAIN Guillaume
- PEARON Eliakim	JOLIVET Jérémy
- BERTEAU Maxime	PALOMERA Vincent
- BACCHI Michel	

Article 4 : Objectifs de l'opération

L'opération a pour objectif d'effectuer un inventaire du peuplement piscicole des trois cours d'eau cités à l'article 1. Les individus seront identifiés, triés, dénombrés, mesurés et pesés.

Article 5 : Moyens de collectes autorisées

Le poisson sera capturé à l'aide de matériel de pêche désigné ci-après :

- matériel semi portatif EFKO 8000
- matériel fixe DREAM Electronic type Heron et groupes électrogènes type 099
- épuisettes, bacs de stabulation, filets non maillant.

Article 6 : Espèces et quantités autorisées et destination du poisson

Les différents individus qui seront prélevés lors de cette opération seront stockés dans des viviers en attente de la biométrie afin d'être identifiés, pesés, mesurés avant d'être relâchés dans le cours d'eau. Les espèces susceptibles d'entraîner des déséquilibres biologiques (poisson-chat, perche soleil, écrevisses exotiques) et les espèces non représentées dans les eaux douces (Pseudorasbora) seront détruites et éliminées selon la réglementation en vigueur.

Article 7 : Lieux de capture et date de validité

L'autorisation de capture de poissons est valable sur les communes de Rians, Saint-Palais et Neuvy-sur-Barangeon aux lieux indiqués à l'article 1.

Le bénéficiaire ne peut exercer les droits qui lui sont liés à la présente autorisation que s'il a obtenu l'accord du (des) riverain(s) détenteur(s) du droit de pêche.

La présente autorisation est accordée pour la période du 15 juin 2024 au 30 septembre 2024.

En cas de fortes chaleurs, il conviendra de ne pas réaliser les pêches électriques pour éviter des manipulations risquant d'augmenter le stress et la mortalité des poissons.

Le bénéficiaire de l'autorisation prévendra le service Environnement et Risques de la DDT du Cher et le service de l'OFB des dates précises des opérations au moins 15 jours avant leur réalisation.

Article 8 : Agents chargés du contrôle

Les agents en charge de mission de contrôle au titre du code de l'environnement ont libre accès aux activités autorisées par le présent arrêté dans les conditions fixées par l'article L.181-16 du code de l'environnement. Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté à son bénéficiaire.

Article 9 : Responsabilité de l'exécution matérielle

Les bénéficiaires ou les responsables de l'exécution matérielle, doivent être porteurs de la présente autorisation lors des opérations de capture. Ils sont tenus de la présenter à toute demande des agents chargés de la police de la pêche en eau douce.

Le non-respect des prescriptions de la présente autorisation constitue des infractions qui seront poursuivies conformément à l'article R.432-11 du code de l'environnement.

Article 10 : Compte-rendu d'exécution

Après chaque opération de capture, le bénéficiaire adresse dans un délai de 6 mois maximum après celle-ci, un compte-rendu des opérations réalisées en indiquant les dates et les espèces de poissons capturées et leurs destinations à :

Direction départementale du Cher
Bureau de la ressource en eau et des milieux aquatiques
6, place de la Pyrotechnie – 18019 BOURGES CEDEX

Service départemental de l'OFB du Cher
6, place de la Pyrotechnie – 18019 BOURGES CEDEX

Article 11 : Respect de l'autorisation

La présente autorisation est personnelle et incessible. Elle peut être retirée à tout moment sans indemnité si les bénéficiaires n'en ont pas respecté les clauses ou les prescriptions qui lui sont liées.

Article 12 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture du Cher, le directeur départemental des territoires du Cher, le commandant du groupement de gendarmerie du Cher, le chef du service départemental de l'OFB du Cher, le président de la fédération départementale pour la pêche et la protection du milieu aquatique du Cher, ainsi que tous les officiers et agents visés à l'article L.437-1 du Code de l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au RAA et sur le site internet départemental de l'État : <http://www.cher.gouv.fr> et dont une copie sera adressée en mairies de Rians, Neuvy-sur-Barangeon et Saint-Palais pour affichage dès réception pour la durée du présent arrêté.

A BOURGES, le 23 avril 2024

Pour le Préfet et par subdélégation,
La Cheffe du Bureau Ressources en Eau et Milieux Aquatiques

signé

Lise RENAULT

Voies et délais de Recours

Dans un délai de deux mois à compter, soit de la notification, soit de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher, les recours suivants peuvent être introduits :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le Préfet du Cher ;
- un recours hiérarchique, adressé au(x) ministre(s) concerné(s) ;

Dans ces deux cas et conformément aux dispositions de l'article R. 421-2 du code de justice administrative, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

- un recours contentieux, en saisissant le Tribunal Administratif d'Orléans (45). Le tribunal administratif d'Orléans peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.